

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

LA GRANDE MISÈRE DE L'ÉTAT SPARADRAP

Des militaires dans les prisons ? Qu'on ne s'y trompe pas : le signe « fort » est un indicateur de faiblesse. Celle d'un Etat qui court derrière les problèmes pour les réparer, et qui utilise l'armée comme rustine, en catastrophe pour éviter l'explosion, faute d'autres solutions et du succès d'une négociation. Certains voudraient (ou craignent de) voir dans l'appel aux militaires pour « mettre de l'ordre » un symbole d'autoritarisme. C'est peut-être ce sur quoi la N-VA pourrait tabler, histoire de montrer, comme lors de la grève des camionneurs wallons, que c'est un parti sur lequel on peut compter pour ramener à la raison. Mais n'est-ce pas l'armée qui, à force d'être utilisée, va perdre de sa symbolique, avec des militaires devenant les bonnes à tout faire d'un Etat qui n'arrive plus à assurer le service minimum des prestations publiques ? La sécurité devant les écoles, les shoppings, aujourd'hui l'humanitaire dans les prisons - une « mission » jusque-là réservée à des interventions en Haïti, au Soudan, aux Philippines, en cas d'ouragan ou de sécheresse : hier, cela ironisait ferme, même au nord du pays. « Une panne ? Appelez l'armée. » A quand les militaires-facteurs, chauffeurs des TEC ou de locomotives ? Militaires, les Mac Gyver de l'Etat belge ? Le « 112 » du gouvernement ? Seule réponse à ce stade à l'appel au secours du ministre de la Justice, Koen Geens. Pauvre ministre impuissant que celui qui vient confesser,

un midi, à la télévision, qu'il ne va pas arriver seul à résoudre ce conflit et semble appeler à l'aide - mais qui, si ce n'est pas son gouvernement ? - via le petit écran... Certes, la situation budgétaire est particulièrement délicate. Certes, les besoins en sécurité pour cause de terrorisme créent une surcharge sans précédent et, certes, la situation dans les prisons est devenue très dangereuse. Mais cela ne peut servir

Les militaires, les Mac Gyver de l'Etat belge ?

d'explication. Ce recours au kaki ne fait que colmater un problème carcéral qui n'est pas dû à un phénomène saisonnier, un caprice des gardiens ou des prisonniers. C'est la facture soudain payée à des années de non-politique pénitentiaire visionnaire et au désinvestissement dans la justice. Ce gouvernement a ajouté une dose en décrétant de nouvelles économies sans perspectives stratégiques. Et si la désagrégation des fonctions régaliennes de l'Etat date d'avant lui, elle concerne la majorité des partis de ce pays. Des services publics sous-financés et épuisés ? Avec toute la bonne volonté du monde, aucune armée, même à vocation humanitaire, ne pourra y suppléer. Qui va alors reprendre les problèmes dans l'ordre, en repensant un projet d'Etat malin, répondant avec des moyens limités à des besoins criants, en visant le retour du service de base et de l'efficacité ? Pas l'armée non plus, mon colonel.